



"CONFIDENTIEL"

RP No 3 / HB

Sofia, le 30 avril 1992

La Bulgarie sous tutelle (Rapport de fin de mission)

Le plus fidèle allié de Moscou fit sa révolution anti-communiste en novembre 1989. Plus exactement, il l'a subie, car l'Empire soviétique s'écroulait et plus personne ne se soucia de ce petit pays balkanique.

Isolée, la Bulgarie ne savait que faire de sa liberté qu'elle n'avait pas conquise mais reçue du vide créé autour d'elle. Les moyens de résoudre ses problèmes économiques et ceux lui permettant de se choisir de nouveaux alliés lui faisaient totalement défaut, car elle n'avait à offrir que sa dette extérieure de \$ 12 milliards, ses usines produisant des articles invendables, sa terre, ses eaux et son air pollués ainsi que son isolement géographique la plaçant à la périphérie de l'Europe.

Elle a donc appelé à l'aide et l'aide est venue de l'ouest qui a imposé ses conditions: régime démocratique et économie de marché, soit des notions inconnues dans ce pays où un régime "fort" à toujours prédominé. Aujourd'hui, si la Bulgarie possède un Parlement librement élu au suffrage universel et un embryon de notre système économique cela provient de l'aide conditionnée reçue principalement de la CE et de la Banque mondiale. Cette dernière en particulier n'accorde des crédits qu'au fur et à mesure que Sofia entame les réformes demandées. Exemple: blocage ce printemps des prêts jusqu'à ce que le Parlement adopte une loi sur la privatisation, une loi élaborée avec les conseils des experts du FMI.

Il aura donc fallu appliquer la méthode de la carotte et du bâton pour que se mettent en place, cahin-caha, les premiers éléments d'une démocratie et d'une économie du type occidental. Sous cette tutelle qu'il faut bien subir pour survivre, le coeur des Bulgares regarde ailleurs, vers le passé lointain, à l'époque où la Bulgarie était un royaume puissant, indépendant et fier de sa propre culture. Cette nostalgie se concrétise en la personne de l'ex-roi Siméon II qui vit en exil à Madrid. Bien qu'il soit de la maison de Saxe-Cobourg, ce tzar représente la vraie Bulgarie aux yeux d'une couche de plus en plus large de la population. La plupart des dirigeants de ce pays, qu'il s'agisse du Premier Ministre ou du Président du Parlement, ont, par ailleurs, déjà accompli leur pèlerinage à Madrid.



Il est difficile d'évaluer l'importance de ces sentiments royalistes mais, à mon avis, ils sont profonds et pourraient ressurgir si la crise économique devait encore notablement s'aggraver ou si des facteurs de politique extérieure devaient pousser les Bulgares à recourir aux armes. Cette éventualité sera examinée plus bas dans l'analyse d'une seconde tutelle, cette fois-ci politique, que subit actuellement la Bulgarie, soit celle de la Turquie.

Comment Ankara a-t-elle pu regagner son influence sur un pays dont la population lui est fondamentalement hostile ? Deux éléments ont été déterminants, l'un extérieur, l'autre relevant de la politique intérieure, mais tous deux ont leurs sources dans nos notions imposées de démocratie et de respect des droits de l'homme.

Pour commencer par ce dernier point, lorsque la Bulgarie demande à être admise au Conseil de l'Europe, il lui fut d'abord répondu qu'elle devait mieux respecter les droits de ses minorités. Cette remarque s'appliquait en premier lieu à sa minorité turque qui avait été brimée par les communistes. Malgré une résistance populaire parfois vive, Sofia a rétabli ses Turcs dans leurs droits: restitution des biens confisqués, réouverture des mosquées et enseignement du turc dans les écoles, par exemple. Cette minorité a ainsi pu former un parti politique, nommé Mouvement pour les droits et libertés (MDL) qui ne fut tout d'abord pas reconnu car basé sur des critères ethniques et religieux.

Sous une nouvelle pression du Conseil de l'Europe, le Tribunal suprême de Bulgarie vient de reconnaître la légitimité constitutionnelle de ce parti (sic). Quoiqu'il en soit, le MDL s'est trouvé, après les élections de l'automne dernier, en position d'arbitre, car ni la gauche (les ex-communistes), ni la droite n'avaient obtenu suffisamment de voix pour former un groupe majoritaire au Parlement. La droite a ainsi dû s'allier au MDL pour obtenir cette majorité et par là même désigner son Premier Ministre. La Turquie a suivi avec satisfaction cette évolution et si elle n'y a pas directement contribué, elle a su néanmoins en tirer largement profit.

L'on quitte ici le domaine de la politique intérieure pour aborder l'état des relations de la Bulgarie avec ses voisins:

Sofia est directement confrontée au problème macédonien. Elle considère les Macédoniens comme des Bulgares et si elle a reconnu l'indépendance de cette ex-République yougoslave, elle n'a pas voulu reconnaître l'existence d'une nation macédonienne. Cette reconnaissance n'a pas plu à la Grèce pour des raisons bien connues et évidentes. Par contre, elle a plu à la Turquie, non seulement parce que tout ce qui déplaît à la Grèce lui plaît et vice-versa, mais avant tout parce que la reconnaissance de la Macédoine fait partie de sa stratégie envers les pays balkaniques (Ankara a reconnu l'indépendance de la Macédoine peu de temps après la Bulgarie). En Macédoine, vivent en effet des musulmans qui représentent le 20% de sa population. Ces musulmans viennent du Kosovo, de l'Albanie et de Bosnie. Le sort de tous ces musulmans, y compris ceux de


- 3 -

Bulgarie où ils représentent le 10% de la population, n'est pas indifférent à Ankara. Si ceux de Bosnie devaient être massacrés par les Serbes, la Turquie réagirait et chercherait à se servir de la Bulgarie et de la Macédoine comme une tête de pont pour venir à leur secours. Ce scénario ne doit pas nécessairement se dérouler ainsi, mais il est plus que probable que, sans le vouloir, Sofia est devenue l'otage d'Ankara qui par le biais du MDL contrôle sa politique ~~tot~~ intérieure qu'extérieure.

La Bulgarie, placée entre l'Occident et l'Orient, est ainsi dépendante de l'un en matière économique et de l'autre en sa politique. Certes, il n'existe pas d'indépendance absolue et tout pays dépend de ses voisins, surtout lorsqu'ils sont plus puissants que lui. Il existe cependant un point de rupture lorsque cette dépendance, qui peut être une douce tutelle, se transforme en oppression. Il n'est pas nécessaire que celle-ci soit réelle, mais seulement perçue comme telle par une population désespérée parce que sans travail et sans avenir immédiat ou hantée par un passé qui n'a pris fin qu'au début du siècle et qu'elle ne veut voir ressurgir.

A ce point de rupture, le tzar en exil pourrait alors incarner cette Bulgarie dont rêve une population qui ne comprendra plus très bien pourquoi une démocratie, qui n'a apporté que des malheurs, et le retour des pachas est meilleure qu'une monarchie qui a sauvé le pays à plusieurs reprises.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE



(H. Borner)